

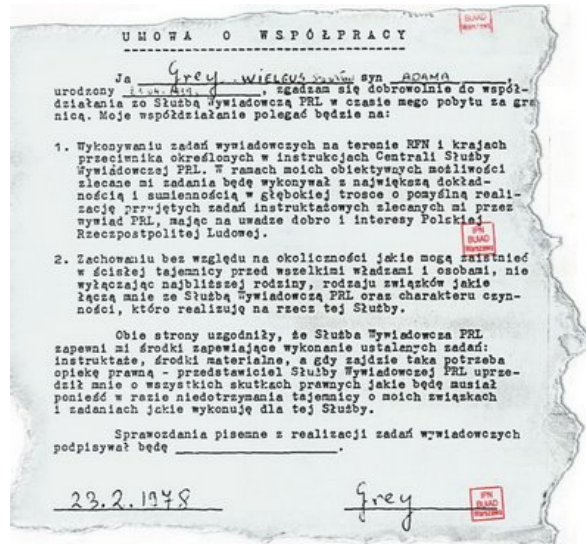
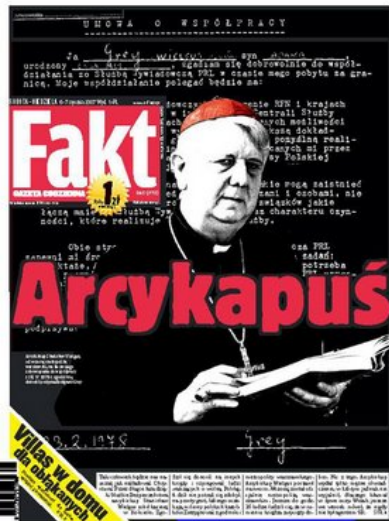
mardi 9 janvier 2007

Ce message peut être téléchargé au format PDF sur notre site <http://www.virgo-maria.org/>.

Ratzinger éclaboussé par le scandale de la démission de Wielgus, un ancien collaborateur de la police politique communiste

Acculé par les fidèles, le candidat de Rome à l' « Archevêché » de Varsovie renonce 1 heure avant la cérémonie

Le candidat désigné par l'abbé Ratzinger pour devenir « archevêque » de Varsovie est acculé à la démission par la réaction très forte des fidèles, et une campagne qui dénonce sa collaboration avec l'ancienne police politique communiste. Le futur « archevêque » Wielgus démissionne le 7 janvier 2007, et l'annonce une heure avant la cérémonie de « consécration » qui devient alors une « messe » de « gratitude » (sic). Le porte-parole du Vatican, Federico Lombardi, dépité par ce renoncement exprime sa colère.



Un journal polonais titre sur l' « Archi-informateur » ; des documents compromettants paraissent dans la presse polonaise¹

Wielgus, après avoir menti, avait dû reconnaître sa collaboration avec les services communistes :

« Le nouvel archevêque de Varsovie, Mgr Stanislaw Wielgus, a fini par reconnaître, vendredi 5 janvier, avoir collaboré avec l'ancienne police politique communiste (SB). "J'ai nui une nouvelle fois à l'Eglise quand, ces derniers jours, au cœur d'une campagne médiatique intense, j'ai nié cette collaboration", s'est-il repenti, dans un communiqué publié dans la soirée. "Je confesse aujourd'hui devant vous cette erreur que j'ai commise autrefois, comme je l'avais déjà confessée au Saint-Père", ajoutant qu'il s'en remettait à "la décision du pape, quelle qu'elle soit".

Quelques heures plus tôt, le Vatican avait renouvelé "sa confiance" au métropolitain nommé, début décembre, par Benoît XVI pour succéder au cardinal Jozef Glemp à la tête de l'archidiocèse de Varsovie. Mgr Wielgus devait être officiellement investi, dimanche 7 janvier, en présence du président Lech Kaczynski et de l'une des hautes figures de l'épiscopat polonais, le cardinal Stanislaw Dziwisz. » Le Monde, 6 janvier 2007

Le site Traditio.com montre l'impact de cette démission spectaculaire sur l'autorité de Ratzinger :

¹ <http://rorate-caeli.blogspot.com/>

«La collaboration de Wielgus avec les communistes faisait automatiquement de lui un excommunié selon in décret du Saint-Office de 1949, mais il joué le rôle d'un évêque de la Nouvelle Eglise depuis 1999 en parfaite connaissance de Benoît-Ratzinger. Comme le Nouveau pape n'agissait pas, le peuple Polonais lui-même força Wielgus à démissionner. Le Président de Pologne, un anti-communiste, qui assistait à la cathédrale, applaudit de façon voyante, de concert avec beaucoup d'autres qui assistaient. Les polonais de façon compréhensible hostile aux Communistes soviétiques. »²

Que pareil personnage ait pu être choisi et maintenu à bout de bras, contre vents et marées, jusqu'au renoncement final, par l'ancien théologien de Tübingen, révèle l'état de déliquescence de ces autorités romaines que Mgr Lefebvre désigna en 1987 comme des antichrists dans la lettre qu'il écrivit aux quatre futurs évêques. Il s'agit d'un grave revers pour Ratzinger qui aura engagé son autorité dans sa désignation de cet ancien espion, bien que Ratzinger ait été au courant du passé du prélat polonais. Voici ce que disait le fondateur de la FSSPX lors de la messe de Lille de 1976 :

*« On ne dialogue pas avec les **communistes**. (Interruption : «Heureusement que tous les chrétiens du Nord ne sont pas d'accord avec vous». Tumulte...) On dialogue avec les personnes. Mais on ne dialogue pas avec l'erreur. (Nouvelle interruption). Nous verrons ce qui arriverait si les armées groupées derrière le rideau de fer le passaient, si un jour après les nombreuses séances du Soviet Suprême, si jamais il y avait une voix de majorité, pour que ces armées déferlent sur nos pays, en cinq jours... »³ Mgr Lefebvre, Messe de Lille, 29 août 1976*

Nous voyons ainsi que Ratzinger, désigné par le vocable de « *traditionaliste éclairé* »⁴ par l'abbé Barthe dans son discours de la Mutualité du 20 novembre 2006, se place dans l'épouvantable sillage de Montini-Paul VI, dont le secrétaire, le Père jésuite Tondi, informait directement les autorités soviétiques dans les années 50 des noms des prêtres que le Pape Pie XII sacrait *in peto* afin d'aller procéder à des ordinations secrètes derrière le rideau de fer. La découverte des activités occultes, au service de Moscou, du Père Tondi (avec l'aide des services secrets français), provoqua à l'époque l'éviction de Montini de Rome par le Pape Pie XII, qui l'éloigna comme archevêque de Milan, mais cette sanction (très relative) priva Montini (lié également aux américains) du chapeau cardinalice. Il ne reçut pas la pourpre, car il avait déjà servi une autre pourpre, plus à l'Est. C'est ce qui devait conduire à l'élection de Roncalli-Jean XXIII⁵ afin de permettre à Montini d'obtenir le chapeau cardinalice et de devenir le « pape » de la destruction de l'Eglise, permettant ainsi à la Loge de « *réussir là où elle avait échoué avec Rampolla* ».

Nous remarquons le silence embarrassé des abbés Lorans et Sélégnny (dici.org) ainsi que la Porte latine sur cette affaire qui vient écorner l'image lisse et honorable du « restaurateur » Ratzinger.

Après avoir voulu faire le don d'un ancien agent de la police politique communiste aux fidèles polonais, Ratzinger va-t-il désormais « avoir la force » de « libérer » le rite de Saint Pie V par le *Motu Proprio* comme le désire tant l'abbé Lorans, l'IBP et les milieux *Ecclesia Dei* ? Cette situation devient proprement grotesque. Mgr Lefebvre n'eût pas manqué de dénoncer de pareilles manœuvres.

Continuons le bon combat

Abbé Michel Marchiset

Le nouvel archevêque de Varsovie, au passé critiqué, a finalement démissionné

LEMONDE.FR Avec AFP | 07.01.07 | 11h04 • Mis à jour le 07.01.07 | 20h40

Deux jours après que Mgr Stanislaw Wielgus ait reconnu avoir collaboré avec la police politique sous le régime communiste, et moins d'une heure avant la cérémonie qui devait l'introniser archevêque de Varsovie, dimanche 7 janvier, la nonciature apostolique à Varsovie et le Vatican ont annoncé que le prélat renonçait à prendre ses fonctions et que le pape avait accepté sa démission.

La télévision publique polonaise TVP avait annoncé en début de matinée que l'intronisation de l'archevêque, prévue à 11 heures, pourrait être annulée, et la cérémonie prévue transformée en une « *messe de gratitude* » pour le sacerdoce de Mgr Glemp, son prédécesseur tout juste retraité. « *D'importants pourparlers entre les autorités polonaises et le Vatican ont eu lieu cette nuit* », annonçait la chaîne.

² <http://www.traditio.com/comment/com0701.htm>

³ http://www.virgo-maria.org/Documents/mgr-lefebvre/1976_08_29_Sermon_de_Mgr_Lefebvre_Lille.pdf

⁴ http://www.virgo-maria.org/articles/2006/VM-2006-12-05-B-00-Operation_Anglo_Tridentine.pdf

⁵ http://www.virgo-maria.org/articles/2006/VM-2006-3-25-2-00-Reussir_avec_Montini_ou_Rampolla_a_echoue.pdf

"UNE VENGEANCE" CONTRE L'EGLISE POLONAISE

Benoît XVI a en effet confié l'administration de l'archidiocèse au cardinal Jozef Glemp. *"jusqu'à la prise de nouvelles décisions concernant l'archidiocèse"*, indique un communiqué. Qui précise que la démission de Mgr Wielgus a été acceptée par le pape en vertu de l'alinéa 2 de l'article 401 du droit canon. Cet alinéa précise que *"l'évêque diocésain qui en raison d'une maladie ou d'une autre cause grave se trouve moins apte à l'accomplissement de sa fonction est vivement invité à présenter sa démission d'office"*.

Ce qui n'a pas empêché le Vatican de dénoncer, dimanche, *"une vengeance"* contre l'Eglise polonaise. Ces *"attaques"* contre l'Eglise du pape Jean Paul II paraissent *"une vengeance de la part de ses anciens persécuteurs, vaincus par la foi et la volonté de liberté du peuple polonais"*, a estimé le porte-parole du Vatican, Federico Lombardi, dans une déclaration écrite.

"UNE SOLUTION ADÉQUATE"

Le père Lombardi a cependant souligné que la démission de l'archevêque *"est apparue comme une solution adéquate"* face à la *"désorientation"* provoquée dans la nation polonaise par les révélations sur son passé. Il a également reconnu que *"le comportement de Mgr Wielgus durant le régime communiste a gravement compromis son autorité"*, et cela *"malgré son humble et émouvante demande de pardon"*. *"L'Eglise n'a pas peur de la vérité, et ses membres doivent savoir reconnaître leurs propres fautes"*, a conclu le porte-parole.

Mgr Wielgus, 67 ans, a pris ses nouvelles fonctions vendredi, lors d'une cérémonie fermée au public. Ce même jour, une commission spéciale de l'épiscopat polonais a conclu que le prélat avait bien collaboré avec l'ancienne police communiste, comme l'affirmaient une série de documents publiés par la presse. L'archevêque a reconnu quelques heures plus tard, dans un message aux fidèles, sa *"faute"* et s'en est remis à *"la décision"* du pape Benoît XVI. Mais le Vatican renvoyait ce jour-là les journalistes à son communiqué du 21 décembre : un texte indiquant que *"le Saint Siège, en décidant la nomination du nouvel archevêque de Varsovie, a pris en considération toutes les circonstances de sa vie, parmi lesquelles celles concernant son passé"*.

Le nouvel archevêque de Varsovie avoue sa collaboration avec l'ex-police politique

LE MONDE | 06.01.07 | 15h16 • Mis à jour le 07.01.07 | 11h07
VARSOVIE CORRESPONDANCE

Le nouvel archevêque de Varsovie, Mgr Stanislaw Wielgus, a fini par reconnaître, vendredi 5 janvier, avoir collaboré avec l'ancienne police politique communiste (SB). *"J'ai nui une nouvelle fois à l'Eglise quand, ces derniers jours, au cœur d'une campagne médiatique intense, j'ai nié cette collaboration"*, s'est-il repenti, dans un communiqué publié dans la soirée. *"Je confesse aujourd'hui devant vous cette erreur que j'ai commise autrefois, comme je l'avais déjà confessée au Saint-Père"*, ajoutant qu'il s'en remettait à *"la décision du pape, quelle qu'elle soit"*.

Quelques heures plus tôt, le Vatican avait renouvelé *"sa confiance"* au métropolitain nommé, début décembre, par Benoît XVI pour succéder au cardinal Jozef Glemp à la tête de l'archidiocèse de Varsovie. Mgr Wielgus devait être officiellement investi, dimanche 7 janvier, en présence du président Lech Kaczynski et de l'une des hautes figures de l'épiscopat polonais, le cardinal Stanislaw Dziwisz.

La contrition de Mgr Wielgus aura certainement été précipitée par le rapport, rendu public vendredi, de la commission historique de l'épiscopat polonais. Après enquête à l'Institut de la mémoire nationale (IPN), qui abrite les archives des services secrets communistes, la commission a conclu que Mgr Wielgus avait collaboré avec la SB.

Le mea culpa du prélat calmera-t-il les esprits ? La société polonaise s'est passionnée pour cette affaire. Fait singulier, ce sont des journalistes conservateurs qui se sont opposés avec le plus de virulence à la hiérarchie catholique polonaise. Le rédacteur en chef du quotidien de droite *Dziennik*, Robert Krasowski, qualifiant ainsi l'investiture de l'archevêque Wielgus de *"scandale moral"*.

Dans les milieux du centre gauche ou du centre libéral, l'affaire a été traitée avec plus de recul. Attention à la vérité prétendument *"libératrice"* sortant des archives de l'IPN, a prévenu le journal *Gazeta Wyborcza*, rappelant le rôle pivot de l'Eglise comme force d'opposition au régime communiste.

Célia Chauffour

Article paru dans l'édition du 07.01.07

Pour vous abonner ou vous désabonner de la lettre d'information Virgo-Maria, veuillez remplir le formulaire disponible sur notre site <http://www.virgo-maria.org/>